



Assemblée générale

Distr. limitée
19 juin 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Point 2 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Érythrée* : projet de résolution

35/... Situation des droits de l'homme en Éthiopie

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidée par la Charte des Nations Unies ainsi que par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter de leurs obligations internationales,

Rappelant le communiqué de presse de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples du 2 septembre 2016 sur la situation des droits de l'homme en Éthiopie ainsi que la résolution ACHPR/Res.356(LIX) de la Commission, en date du 4 novembre 2016, sur la situation des droits de l'homme en Éthiopie,

Se déclarant gravement préoccupé par la situation alarmante en Éthiopie, par l'augmentation du nombre de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, lesquelles sont commises de façon persistante, généralisée et systématique, notamment par les meurtres et l'usage excessif de la force dont des civils et des manifestants pacifiques sont victimes de la part des autorités éthiopiennes, ainsi que par la détention arbitraire et les actes de torture dont ont été victimes des dizaines de milliers d'Éthiopiens,

Se déclarant gravement préoccupé également par l'état d'urgence proclamé par les autorités éthiopiennes en octobre 2016 et reconduit en avril 2017, et par les dispositions y relatives, qui suspendent tous les droits civiques et politiques, interdisent les rassemblements publics, limitent encore la liberté d'expression, érigent en infraction le fait d'accéder à l'Internet, imposent un couvre-feu du crépuscule à l'aube et déclarent de vastes zones du pays « zones rouges », où l'armée et les forces de sécurité peuvent prendre toutes les mesures nécessaires, y compris tirer sur les personnes dont la présence dans ces zones pendant les heures de couvre-feu n'est pas « autorisée » par les autorités, dans l'intention de les tuer,

Estimant que la situation politique actuelle en Éthiopie, la marginalisation politique et économique des groupes ethniques les plus importants du pays et la répression brutale

* État non membre du Conseil des droits de l'homme.



des réunions pacifiques et de la formulation de griefs et de revendications entraînent de graves risques pour la sécurité et la stabilité dans le pays,

Estimant également que la communauté internationale peut jouer un rôle déterminant dans la prévention d'une nouvelle détérioration de la situation des droits de l'homme en Éthiopie et du risque d'aggravation de l'insécurité dans le pays et dans la région en mettant en évidence les violations des droits de l'homme commises par le Gouvernement, les exactions commises et le risque d'escalade des troubles civils,

Rappelant les appels lancés par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et un certain nombre de titulaires de mandat thématique au titre des procédures spéciales aux autorités éthiopiennes, tendant à ce que celles-ci assurent aux observateurs internationaux indépendants le libre accès au pays afin qu'ils y évaluent la situation alarmante des droits de l'homme,

Prenant note de la récente visite effectuée par le Haut-Commissaire en Éthiopie, dans le cadre de laquelle il s'est dit préoccupé par le non-respect de la primauté du droit et a demandé à nouveau au Gouvernement éthiopien d'assurer l'accès aux zones touchées,

Ayant à l'esprit que l'Éthiopie est partie à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et rappelant la déclaration de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples Éthiopie dans laquelle celle-ci demandait au Gouvernement éthiopien d'autoriser la Commission africaine et d'autres mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme à accéder sans entrave aux zones concernées afin d'y mener sans délai des enquêtes impartiales,

Profondément préoccupé par la gravité de la situation en matière de sécurité et de droits de l'homme et par la non-mise en cause des responsabilités et l'impunité pour les violations généralisées et persistantes des libertés fondamentales en Éthiopie,

1. *Condamne fermement :*

a) Les violations des droits fondamentaux et atteintes à ces droits persistantes, généralisées et systématiques qui continuent d'être commises en Éthiopie par le Gouvernement, en particulier le recours à une force excessive par les forces de sécurité contre des manifestants pacifiques et d'autres civils, les détentions arbitraires massives de manifestants, d'étudiants et de responsables politiques et économiques, ainsi que les actes de torture et les mauvais traitements infligés aux détenus et les exécutions extrajudiciaires commises ;

b) L'interdiction d'exercer le droit à la liberté de réunion pacifique et de toute manifestation et symbole d'aspirations politiques, ainsi que de demander des congés et de démissionner d'un emploi ;

c) Le recours abusif répété à la loi antiterroriste de 2009 et à la loi relative aux œuvres et organisations caritatives et l'utilisation de l'état d'urgence proclamé en octobre 2016 pour suspendre les libertés et droits fondamentaux et pour écraser par la force toute expression indépendante d'opinion politique ;

d) Le transfert forcé de populations et l'appropriation de terres à grande échelle, qui violent les droits sociaux et culturels de groupes autochtones ;

e) Le refus des autorités éthiopiennes de coopérer avec les mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et d'autoriser la conduite d'une enquête indépendante, transparente et impartiale comme le justifierait la situation alarmante dans le pays en matière de sécurité et de droits de l'homme ;

f) Les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées commises par le Gouvernement ;

g) L'absence de coopération avec les mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ;

2. *Demande* au Gouvernement éthiopien d'agir sans tarder pour :
 - a) Annuler le décret instaurant l'état d'urgence, rétablir les droits civiques et politiques, respecter le droit de se réunir pacifiquement et de manifester et répondre aux demandes du peuple éthiopien ;
 - b) Rendre compte du sort de tous les prisonniers politiques et manifestants pacifiques détenus arbitrairement et les remettre en liberté ;
 - c) Coopérer pleinement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, notamment en accordant l'accès à une mission du Haut-Commissariat, à la Commission africaine et à d'autres organes régionaux et internationaux créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme ;
 - d) Cesser de recourir à la détention arbitraire de citoyens éthiopiens et mettre un terme au recours à la torture et à des peines et traitements inhumains et dégradants ;
 - e) Abroger immédiatement la loi antiterrorisme et la loi relative aux œuvres et organisations caritatives, utilisées par le Gouvernement éthiopien pour restreindre les libertés et museler la dissidence, et libérer immédiatement les personnes détenues en application de ces lois ;
3. *Prie* le Haut-Commissariat d'organiser et de dépêcher d'urgence une mission d'experts indépendants en Éthiopie, chargée notamment :
 - a) De procéder à une enquête sur les violations des libertés fondamentales et des exactions généralisées commises contre des manifestants pacifiques et la population civile dans les régions d'Amhara et d'Oromia ;
 - b) De formuler des recommandations sur les moyens de mettre fin à l'impunité et d'assurer le respect de l'obligation de rendre des comptes pour les violations et les crimes commis, notamment en identifiant les auteurs des faits et en indemnisant les victimes ;
 - c) De soumettre un rapport écrit au Conseil des droits de l'homme et de prendre part à un dialogue avec celui-ci à sa trente-huitième session, et de présenter oralement des informations actualisées au Conseil à sa trente-septième session et à l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session ;
4. *Demande* au Gouvernement éthiopien de coopérer pleinement avec la mission d'experts indépendants, de l'autoriser à se rendre dans le pays et de lui fournir les informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat ;
5. *Prie* le Secrétaire général de fournir à la mission d'experts indépendants toutes les informations et les ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat ;
6. *Décide* de rester saisi de la question.